



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 4

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Guinée pour 2024

Document d'action du Projet de ligne de transport à Haute Tension et Électrification rurale en Guinée entre Linsan et Fomi

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Projet de ligne de transport à Haute Tension (HT) et électrification rurale en Guinée entre Linsan et Fomi OPSYS: ACT-62313 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Cette action fait partie d'une initiative Team Europe en République de Guinée. Elle s'intègre dans la TEI "Économie verte et bleue" de la République de Guinée
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action se déroulera en Guinée, Région de la Moyenne-Guinée et de la Haute-Guinée.
4. Document de programmation	L'action est encadrée dans le premier domaine prioritaire du PIM 2021-2027 "Transition et Economie verte"
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	O.S. 1.1 "Améliorer l'accès à l'énergie durable dans les zones urbaines et rurales ainsi que la qualité et l'efficacité du service". L'action contribue au résultat escompté défini pour cet objectif spécifique, à savoir Résultat 1.1a) "Le taux d'électrification dans le pays est augmenté"
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Energie (code CAD 230) et Distribution de l'Énergie (code CAD 236)
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD Principal (1 seulement): ODD 7 : Energie propre et à un cout abordable Autres ODD significatifs (Jusqu'à 9) et / ou appropriés, cibles: ODD 5 : Egalité entres les sexes ODD 10 : Réduction des inégalités

	ODD 13 : Changements climatiques ODD 16: Paix, justice et institutions efficaces. ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs.			
8. a) Code(s) CAD	23630 – Réseau de lignes de transport et distribution d'électricité de la source d'énergie au consommateur final – 100%.			
8. b) Principal canal d'acheminement	Canal principal : Institution de l'Union européenne (EIB...) – 42000 Banques régionales de développement (BAD...) – 46000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	/

	compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: 14.020120 Coût total estimé: 11 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 11 000 000 EUR. Les États membres qui apportent leur soutien à la TEI « Économie vert et bleue » sont : Belgique, France et Italie pour un montant estimé de 304 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement¹	Cette contribution à la Regional Blending Facility sera mise en œuvre en gestion indirecte par les entités indiquées dans l'appendice 2 du présent document d'action, conformément à la procédure d'attribution de la Regional Blending Facility			

1.2 Résumé de l'action

L'action « Projet ligne de transport à HT et électrification rurale Linsan-Fomi » a pour objectif :

- a) la construction d'une ligne électrique à haute tension 225 kV (HT) de 347 km entre Linsan et Fomi. Cette ligne constitue un élément structurant du futur réseau national et un élément clé pour le réseau régional car elle permet de fiabiliser le transport d'énergie renouvelable (hydraulique) à partir complexe hydroélectrique Souapiti-Kaléta. Le tracé s'écarte de l'ensemble des forêts classées et du Parc National, et a un moindre impact sur l'environnement et les habitants.
- b) L'électrification rurale autour de la ligne HT, réalisée avec l'implantation des « postes source » (postes de transformation) dans les localités de Daboula et Kouroussa et la construction des lignes à moyenne et basse tension pour assurer l'accès à l'électricité durable aux populations rurales. Elle prendra en compte les localités qui se trouvent à une distance de 20 km maximum des postes source.

Ce projet contribue à l'adaptation au changement climatique car il devrait soutenir la résilience des réseaux énergétiques en améliorant la sécurité de l'approvisionnement en électricité lors d'événements météorologiques extrêmes.. Il est aussi un élément essentiel du réseau électrique car depuis 2021, la centrale hydroélectrique de Souapiti ne peut fournir qu'un quart de sa production maximale en raison d'une capacité de transport insuffisante. Cela signifie que même si l'achèvement de la centrale hydroélectrique de Souapiti a considérablement augmenté la capacité de production de la Guinée, l'infrastructure de transport doit encore être achevée pour soutenir la production d'électricité. La part de la production d'hydroélectricité dans le mix énergétique guinéen augmentera

¹ Article 27 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

considérablement, favorisant la croissance des énergies renouvelables. Des études et relèvements effectués sur le niveau d'eau des barrages de Kaleta et Souapiti ont assuré que pour les 30 prochaines années au moins, le volume d'eau ne sera pas impacté par le changement climatique et notamment les sécheresses

Ce projet a donc pour ambition de transformer durablement la distribution et l'accès à l'électricité en Guinée comme suit :

- Le renforcement du maillage national permettra de limiter l'utilisation des sources d'énergie non renouvelable et d'améliorer la qualité du service à travers un accès fiable et socialement responsable à une électricité bas-carbone.
- Il permettra aux populations de l'est de la Guinée et ses zones rurales de se connecter aux centres de production de l'ouest en réduisant les inégalités avec les populations urbaines notamment du Grand Conakry.
- Formation des agents EDG pour renforcer son expertise ainsi que sa gouvernance.
- Développement de l'économie locale (accroissement d'activités économiques durables, création d'emplois directs et indirects, moindre pauvreté et renforcement d'égalité du genre).

Le projet contribuera aussi à insérer la Guinée dans le marché régional des échanges électriques, notamment dans le cadre des interconnexions prévues par l'Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG).

Cette action est encadrée dans le première domaine prioritaire "Transition et Economie verte" du Plan Indicatif Multi annuel (PIM) 2021-2027 et vise principalement l'objectif spécifique 1.1 "Améliorer l'accès à l'énergie durable dans les zones urbaines et rurales ainsi que la qualité et l'efficacité du service". L'action contribue à un des résultats escomptés définis pour cet objectif spécifique, à savoir "Le taux d'électrification dans le pays est augmenté" (1.1.a).

Cette action contribue effectivement à l'Initiative Equipe Europe (IEE ou TEI) « Une économie verte et bleue pour la Guinée » et positionnera l'UE, avec ses partenaires, dans une nouvelle phase du développement du secteur électrique.

Le financement de la composante d'électrification rurale autour de cette ligne de transport avec la contribution de l'UE est censé prendre la forme d'un mixage prêt-don avec une institution financière internationale pour le développement (DFI)..

La valeur ajoutée de la contribution de l'UE à travers le mixage sera le développement de la composante de l'électrification rurale pour distribuer l'énergie aux localités qui se trouvent autour de la ligne HT en favorisant le développement de l'économie local et contribuer à réduire les inégalités de genre..

La mise en œuvre du tronçon Linsan – Fomi est aussi nécessaire au fonctionnement de l'interconnexion Guinée – Mali. Il sera donc intégré dans l'action du PIEGM (Projet d'interconnexion électrique Guinée Mali).

Elle contribuera aussi aux ODD 7 (énergie propre et à un coût abordable) et 13 (lutte contre les changements climatiques).

1.3 Zone bénéficiant de l'action

Tous les composants de l'action sont réalisés dans la République de Guinée qui est incluse dans la liste des bénéficiaires de l'APD.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

L'Equipe Europe peut compter sur deux initiatives prioritaires susceptibles de créer un véritable effet transformateur dans le contexte actuel de la Guinée et contribuer dans son ensemble aux objectifs politiques européens. Il s'agit tout d'abord de l'appui à une transition politique réussie visant à consolider un Etat démocratique, plus moderne et efficace, garant des libertés fondamentales et libre du fardeau de la corruption, y compris d'un point de vue du genre et d'une approche basée sur les droits humains. Le deuxième flagship s'encadre

dans la TEI "Economie verte et bleue" et cherche à mobiliser des financements supplémentaires en suivant une approche Team Europe pour contribuer à la mise en œuvre du Global Gateway et à la dimension extérieure des politiques européenne (Green Deal, Farm2Fork). Cette initiative prioritaire aspire à accélérer la transition vers des systèmes agroalimentaires et halieutiques durables, à développer le potentiel en énergies renouvelables et à contribuer à la préservation de l'environnement en ayant comme objectif ultime la création d'emplois durables et décents en vue de participer, sur un pied d'égalité.

En ligne avec le Global Gateway, l'investissement prévu par la présente action constitue le deuxième catalyseur en contribuant au développement des infrastructures de tout type :énergie, transport, sociales, productives, études des impacts sociales -genre et droits humains etc. si nécessaires pour le pays.

Les actions proposées par l'AAP 2024 se focalisent plutôt sur la dimension "Economie verte et bleue" en visant autant l'investissement productif que les infrastructures (développement du secteur privé, ligne de transport HT et électrification rurale Linsan-Fomi).

Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) de la Guinée érige l'augmentation de l'accès à l'électricité au rang des priorités. Le Programme National d'Electrification, déclinaison du PNDES en matière d'électricité, fixe un objectif d'accès quasi universel à l'électricité d'ici 2030 selon une logique d'accessibilité à moindre coût tout en marquant la volonté de développer une production axée principalement sur les énergies renouvelables conformément aux engagements de la Guinée auprès de l'AREI (African Renewable Energy Initiative). Le gouvernement de transition à travers le PRIT 2022-2025 (Programme de référence intérimaire de la Transition) a par ailleurs réaffirmé sa volonté de poursuivre dans cette voie et continue d'ériger le secteur électrique comme une priorité cruciale.

Dans ce but, la Guinée a investi massivement ces dernières années à la fois dans la production d'électricité et notamment dans l'hydroélectricité (sur financement essentiellement chinois, avec l'Exim Bank de Chine) et dans le transport et la distribution d'électricité, grâce au soutien croissant des bailleurs de fonds, au premier rang desquels se positionne l'Agence française de développement (AFD), aux côtés de la Banque Mondiale (BM), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque islamique de développement (BID), et l'Union Européenne (UE). En effet le déficit structurel d'EDG, la faible capacité d'investissement de l'Etat et l'absence du secteur privé ne permet pas à la Guinée de financer elle-même l'extension de son réseau, une condition pourtant nécessaire pour étendre l'accès à l'électricité. La Guinée est donc obligée de s'appuyer sur le support des bailleurs institutionnels.

Au niveau national, le projet de ligne de transport HT Linsan-Fomi est inscrit parmi les projets prioritaires identifiés dans le Plan Directeur d'Electrification de la Guinée. La mise en œuvre de ce projet prioritaire est nécessaire pour évacuer l'énergie produite à partir de la centrale de Kaleta (240 MW), de la centrale hydroélectrique de Souapiti (450 MW) et celles qui suivront (ex. Amaria). Cette nouvelle ligne est donc jugée hautement prioritaire et stratégique pour garantir l'accès à l'électricité pour les centre de consommation situés à l'est du Pays. En incluant aussi l'électrification rurale de la zone, l'action vise à améliorer le développement socio-économique de la zone ciblée par le biais de l'accès à une énergie propre, ce qui favorisera la création d'emplois et facilitera l'accès de la population aux services de meilleur qualité et accessibilité.

Au niveau régional, la ligne de transport HT Linsan-Fomi permettra d'assurer une intégration stable des réseaux électriques nationaux dans l'espace de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), pour faciliter des échanges et la commercialisation de l'énergie électrique entre les États voisins.

Cette action de l'électrification rurale autour de la future ligne HT Linsan-Fomi, en partenariat avec la DFI est la deuxième étape, après le financement dans l'AAP 2023 de la ligne HT Maneah Linsan et de l'électrification rurale autour d'elle, dans un engagement plus large de l'UE dans le secteur de l'énergie pour les prochaines années.

Le problème de l'électricité dans la sous-région Ouest Africaine se pose avec acuité. Plusieurs pays éprouvent des difficultés d'approvisionnement. La politique de développement du secteur adoptée par la CEDEAO a pour objectif de pallier cette situation par l'interconnexion des différentes régions enclavées aux réseaux des pays producteurs d'électricité tels que la Côte d'Ivoire, le Nigéria et le Ghana. Ainsi, le Système d'Échanges d'Énergie

Électrique Ouest Africain (EEEOA) vise à créer un marché régional de l'électricité en Afrique de l'Ouest à travers le développement et la réalisation d'infrastructures absolument prioritaires qui devraient permettre l'accessibilité de tous les états membres de la CEDEAO à des ressources énergétiques économiques. La ligne de transport HT Linsan-Fomi permettra de compléter l'interconnexion de la Guinée et du Mali et également l'interconnexion entre les pays membres de l'OMVS (Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal), entre la future ligne d'interconnexion Côte d'Ivoire-Libéria-Sierra Léone-Guinée (CLSG) et aussi la future ligne d'interconnexion de l'Organisation pour la mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG) entre la Guinée, la Guinée-Bissau, la Gambie et le Sénégal. Pour cette raison, cette ligne est définie comme un projet prioritaire du "ECOWAS Master Plan for the Development of Regional Power Génération and Transmission Infrastructure 2019-2033" parmi les autres projets prioritaires notamment le barrage de Souapiti et les interconnexions CLSG et OMVG.

Le Ministère des Finances, le Ministère de l'énergie, de l'hydraulique et des hydrocarbures (MEHH) décrit ce projet comme un projet clé et une priorité de premier plan pour le développement du réseau interconnecté guinéen.

Le projet PIEGM, partie guinéenne, bénéficie du soutien de plusieurs entités internationales (BM, BAD, BEI, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC)). Les Etats Membres sur place, notamment la France, mais aussi la BEI, sont déjà très présents dans le secteur de l'énergie (transport et distribution) en Guinée et comptent augmenter cette présence à l'avenir dans le cadre de cette TEI.

Cette action est aussi notamment alignée avec la communication "Towards a comprehensive partnership with Africa " du 9 mars 2020 et son premier volet "A Partnership for the Green Transition and Energy Access". L'action contribue également à l'objectif du "Pacte vert pour l'Europe" de *"placer le climat et les questions environnementales au cœur des relations entre l'Afrique et l'Europe, en se reposant sur l'alliance Afrique-Europe qui visera à libérer le potentiel de l'Afrique pour lui permettre de progresser rapidement vers une économie verte et circulaire, caractérisée notamment par des systèmes énergétiques et alimentaires durables et des villes intelligentes"*.

De plus cette action s'aligne avec la Stratégie « Global Gateway » et l'Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte (AEGEI) car elle se focalise sur le développement des énergies propres et renouvelable (énergie hydroélectrique dans ce cas) en augmentant la résilience au changement climatique ainsi que dans le renforcement du réseau digital de la Guinée en considérant que la fibre optique aérienne sera installée en parallèle aux câbles de la ligne HT.

2.2 Analyse des problèmes

L'accès à l'électricité demeure un enjeu fondamental en Guinée. Le taux moyen d'accès à l'électricité est faible. Aujourd'hui, une des principales priorités est d'exploiter le potentiel de production via l'amélioration du réseau de transport HT. De fait, malgré une forte hausse des capacités de production du pays, le système de transport électrique n'est pas encore connecté et ne permet donc pas d'acheminer cette production vers l'intérieur du pays. Dans cette perspective, la ligne Linsan –Fomi est un élément clé du réseau HT interconnecté guinéen, en extension avec la ligne Maneah-Linsan réalisée sous financement UE. Elle est de plus cruciale pour sécuriser l'alimentation des régions de la Moyenne-Guinée, Haute Guinée et Guinée Forestière ainsi que permettre l'exportation de l'énergie guinéenne aux pays voisins. La réalisation de ce projet est donc structurante pour le gouvernement guinéen et le ministère en charge de l'énergie a confirmé son caractère hautement prioritaire.

La ligne HT sera d'importance primordiale aussi pour l'exportation vers le Mali car la plus grande partie du potentiel hydroélectrique de la Guinée est située dans l'ouest du pays. En l'absence de cette ligne HT, pour a) satisfaire la demande en énergie de l'est du pays et b) l'acheminer aussi vers le Mali, la seule alternative est d'importer l'énergie à travers la ligne CLSG en provenance de la Cote d'Ivoire vers le poste HT de N'zérékoré.

Ce projet fait partie des projets prioritaires du Gouvernement dans le cadre de l'augmentation du taux d'accès à l'électricité des populations et de l'intégration du système électrique de la Guinée dans le système sous-régional.

Il permettra de répondre à la demande électrique dans les régions est de la Guinée en permettant d'y acheminer l'électricité afin d'améliorer le cadre de vie des populations dans toute leur diversité et de favoriser le développement du tissu économique local (micro-industries, artisanat). Un accès amélioré à l'électricité peut

également avoir un impact positif sur l'autonomisation des femmes et l'égalité de genre, en réduisant la dépendance à l'égard d'autres sources d'énergie, qui sont souvent gérées par les femmes et les enfants.

Il est ainsi au cœur des objectifs stratégiques et des secteurs d'intervention de l'Union Européenne, en contribuant à la réduction de la pauvreté via l'amélioration des infrastructures essentielles dans le domaine de l'énergie, tout en favorisant également la relance du développement économique de la Guinée.

L'impact attendu de l'action en termes d'amélioration de l'approvisionnement et à terme de l'amélioration du taux d'accès à l'électricité s'inscrit en droite ligne dans le cadre des Objectifs du Développement Durable (ODD) et contribuera à la réalisation de l'objectif 7.2.b « Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable », plus particulièrement « Étendre les infrastructures et perfectionner les technologies, afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les habitants des pays en voie de développement ».

En ce qui concerne la dimension environnementale et la dimension changement climatique, comme l'électricité distribuée sera hydroélectrique et que des groupes électrogènes seront mis à l'arrêt, une diminution des émissions de gaz à effet de serre est attendue.

Du point de vue de la réduction des inégalités régionales, ce projet permet d'intégrer les régions rurales de l'est du pays..La contribution de la composante d'électrification rurale (construction des réseaux MT, BT et éclairage public) de l'UE permettra d'électrifier une partie des localités autour de la ligne HT. En fait, la ligne HT traversera 4 préfectures pour un totale de 62 localités et de 906 personnes affectées par le projet (PAP) qui devront être incluses dans le plan de réinstallation. Une étude de préfaisabilité pour finaliser le périmètre de l'électrification rurale et affiner le nombre exact de localités à électrifier a été lancé par l'UE et est en cours pendant la rédaction de ce document d'action. Une première estimation de la phase d'identification de cette étude semble établir la possibilité de rendre l'électricité accessible à 190 000 habitants et améliorer l'accès pour 90 000 d'entre eux.

L'électrification des communautés pourrait entraîner plusieurs avantages supplémentaires, notamment la création et le développement d'entreprises et des activités génératrices de revenus plus équitables et inclusives, la participation des écoles à l'enseignement du soir, une augmentation du taux d'alphabétisation des jeunes, le développement par la création d'emplois et l'amélioration de l'éducation et l'égalité des sexes. L'accès de l'électricité aux particuliers est un vecteur de l'égalité homme-femme car il permet d'automatiser de nombreuses tâches ménagères, traditionnellement réservées aux femmes dans ces régions. Le temps supplémentaire pourrait alors être consacré au travail par le biais d'un travail indépendant ou de microentreprises. La contribution de l'UE favorise donc aussi la réduction des inégalités basées sur le genre dans ces communautés rurales.

Grâce à la formation des agents à travers le volet renforcement de capacité, le projet permettra à EDG de renforcer son expertise ainsi que sa gouvernance. Dans le cadre du renforcement des capacités, un accent particulier sera mis sur le nombre de femmes formées y compris des personnes vivant avec un handicap.

Dans le cas des relocalisations physiques et en particulier des déplacements la compensation peut s'avérer plus complexe dans son estimation et sa mise en œuvre. On estime qu'il peut y avoir deux types de réinstallation : individuelles et collectives. On estime qu'il n'y aura que peu de réinstallations du deuxième type. Au stade des données datant de 2018, mises à part les parcelles agricoles situées dans le layon (largeur : 40m) de la ligne HT, seulement 906 personnes doivent être déplacées. Il est donc prévu, plutôt que d'entreprendre un déplacement groupé, de gérer chaque cas individuellement et au moment opportun en gardant le principe que les compensations et les indemnités sur les communautés locales ainsi que sur la biodiversité et l'habitat animal seront analysées avec une approche basée sur les droits de l'homme et avec une consultation étroite avec les personnes affectées, et visant à minimiser et à protéger l'environnement.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

L'initiateur du projet ligne HT à 225 kV Linsan Fomi est le EEEOA ou West African Power Pool (WAPP) qui est la structure sous-régionale de la CEDEAO chargée de l'organisation et du développement du système électrique

interconnecté. Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un don du Fonds Africain de Développement (FAD) administré par la BAD et exécuté par EDG.

Institution financière internationale pour le développement (DFI) : Elle sera la co-contractante de l'UE et supervisera la mise en œuvre du projet. Elle octroiera à la Guinée le prêt associé à la subvention UE sollicitée.

EDG : L'entreprise, 100% étatique, est en charge de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'électricité depuis la production jusqu'à la vente. EDG est en situation de monopole naturel sur le segment de transport.

Ministères de Finances : en considérant le montant globale du projet le Ministère jouera un rôle clé de partenaire d'interlocution avec les autres parties prenantes.

Le Ministère en charge de l'Environnement pour la réalisation de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) pour le projet. Sous l'autorité du Ministre de l'Environnement et des Eaux et Forêts, la Direction Nationale des Eaux et Forêts a pour mission l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans les domaines des eaux et forêts.

Le Bureau Guinéen d'Audit et de Contrôle Environnemental (BGACE) est la principale institution gouvernementale en charge de l'encadrement des EIES en République de Guinée.

L'Office Guinéen des Parcs et Réserves, en abrégé OGUIPAR, intervient principalement dans les zones rurales, dans la conservation de la diversité biologique incluant les habitats, les espèces de faune, de flore et les gènes ainsi que la gestion des ressources socio-humaines des aires protégées y compris les zones périphériques adjacentes.

Au niveau du secteur de l'énergie, le Ministère de l'Energie de l'Hydraulique et des Hydrocarbures (MEHH) est en charge de la conception, l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'eau et d'énergie. Le MEHH représentera l'Etat guinéen en tant que maître d'ouvrage ; il délèguera la gestion à EDG qui est donc maître d'ouvrage délégué du projet.

Au niveau sociale, les organisations de la société civile locales et internationales représentées par les associations œuvrant dans le domaine de l'environnement et du développement durable, les syndicats, la presse et médias de masse joueront un rôle fondamental pour le respect des piliers du travail décent dans le secteur des travaux de construction afin d'éviter des conflits.

Un rôle fondamental dans la résolution des sujets genre et inégalités sera joué par :

- Le Ministère en charge des Affaires Sociales (Ministère de la promotion des femmes, de l'enfance et des personnes vulnérables).
- Le Ministère des Droits et de l'Autonomisation des Femmes (MDAF) en charge de la conception, l'élaboration et mise en œuvre de la politique et des stratégies de promotion de la femme en termes d'autonomisation économique, de la vulgarisation et de la protection des droits des femmes ainsi que de la promotion de l'égalité entre les sexes.

Le coût d'accès à l'électricité en Guinée est déjà très bas par rapport à la moyenne des pays voisins et sera établi selon les tarifs standard national de vente de EDG. Une fois que le service d'électricité sera fourni à la population locale, EDG se chargera de a) faire des campagnes d'informations sur l'utilisation de l'électricité et b) installera des compteurs prépayés pour permettre à la population locale d'utiliser l'électricité selon la consommation sans se retrouver à payer des factures hors de leur budget.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est d'accélérer la transition de la Guinée vers un secteur énergétique efficace, inclusif, résilient au changement climatique et à faibles émissions de carbone.

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

1. Améliorer la performance dans la fourniture d'énergie fiable à basse émission de gaz à effet de serre et à faible impact sur la biodiversité et la population, vers le reste du pays;
2. Améliorer et augmenter l'accès inclusif à une énergie abordable, fiable, durable moderne et porteuse d'emploi.

Les produits (outputs) à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux réalisations (objectifs spécifiques) correspondants sont :

1.1 contribuant à la réalisation 1 (ou Objectif spécifique 1)

- 1.1 Infrastructure de transport d'énergie moderne entre Linsan et Fomi améliorée et résiliente face au changement climatique
- 1.2 Les solutions pour résoudre de manière transparente et en dialogue les atteintes aux personnes affectées par le projet (PAP) et à la biodiversité engendrées par la construction de la ligne de transmission Linsan-Fomi sont renforcées.
- 1.3 Capacités d'EDG dans la gestion des interventions d'entretien de la ligne de transport HT Linsan-Fomi renforcées

2.1 contribuant à la réalisation 2 (ou Objectif spécifique 2)

- 2.1 Infrastructure de distribution d'énergie moderne entre Linsan et Fomi améliorée et résiliente face au changement climatique ;
- 2.2 Capacités de l'EDG dans la gestion efficace et efficiente de la distribution en milieu rural renforcées;

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1 (output 1.1)

- Recrutement d'un cabinet d'ingénieur-conseil pour (i) assister le maître d'ouvrage dans le processus de passation de marché pour le recrutement de l'entreprise qui construira les ouvrages (lignes HT) ; (ii) suivre l'exécution des travaux ; (iii) effectuer le reporting et (iv) suivre la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales préconisées dans le Plan de Gestion Environnemental et social (PGES), le Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) et le Plan de Restauration des Moyens de Subsistance (PRMS) pour la composante Haute Tension.
- Passation des marchés et exécution des travaux de construction d'une ligne de transport HT (347 km).
- Activités de sensibilisation et dialogues avec des populations, en appliquant des mesures accessibles pour permettre une large diffusion avec l'appui de la société civile.

Activités liées au produit 1.2 (output 1.2) :

- Recrutement d'un cabinet pour le développement et la supervision des compensations aux personnes affectées par le projet (PAP) et du Plan d'Action Environnemental (Biodiversité).
- Implication de la société civile dans la formulation et la supervision de la mise en œuvre du Plan d'Action Environnemental (Biodiversité) y compris les organisations et mouvements de femmes ainsi que d'autres personnes en situation de vulnérabilité (les jeunes, les personnes handicapées etc.).
- Dimensionnement des interventions et allocation du budget.
- Lancement des travaux, services et subventions pour la mise en œuvre des interventions.
- Accompagnement des populations dans l'appropriation des interventions à tutelle de la biodiversité en vue de participer, sur un pied d'égalité.

Activités liées au produit 1.3 (output 1.3) :

- Recrutement de l'entité en charge du renforcement de capacité de EDG et de l'Unité de gestion projet (UGP).
- Mise en place des formations à l'UGP et EDG sur les aspects de reporting comptables et financiers.

• Mise en place du support continu à l'UGP et EDG sur l'exploitation et la maintenance d'une ligne HT.
Activités liées au produit 2.1 (output 2.1) :

- Le même cabinet d'ingénieur-conseil recruté dans le cadre des activités relatives au point 1.1 va (i) assister le maître d'ouvrage dans le processus de passation de marché pour le recrutement de l'entreprise qui construira les ouvrages (électrification rurale) ; (ii) suivre l'exécution des travaux ; (iii) effectuer le reporting et (iv) suivre la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales préconisées dans le PGES, le PAR et le PRMS pour la composante MT et BT au fin de garantir le respect des lois et règles en vigueur, y compris d'un point de vue du genre et d'une approche basée sur les droits humains fondamentaux.
- Construction du réseau de distribution en MT.
- Travaux de construction des postes source de Dabola et Kouroussa.
- Construction du réseau de distribution en BT.
- Raccordement des habitations et des entreprises, installation des compteurs.
- Activités de sensibilisation des populations dans toutes leurs diversités afin de les rendre partie du changement socio-économique que l'électrification devrait entraîner en contribuant à la réduction des inégalités.

Activités liées au produit 2.2 (output 2.2) :

- Renforcement de capacités de EDG pour renforcer les compétences de la société dans la gestion d'un projet d'électrification rurale durable et inclusif.

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si la TEI ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de la TEI.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

En ce qui concerne la dimension environnementale et la dimension changement climatique, le développement et l'utilisation de l'énergie hydroélectrique des centrales de Souapiti et Kaleta a l'avantage, dans le cadre de la transition énergétique, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre produit par la réduction de la combustion des ressources fossiles (pétrole, gaz, charbon) et par la non utilisation des groupes électrogènes pour produire l'énergie électrique.. Les émissions de gaz à effet de serre ont été estimées à partir des surfaces à débroussailler, des masses de matière première nécessaires pour la construction de la ligne HT et des postes source ainsi que leur transport vers l'aire d'étude. En plus, ramenées à une durée de vie de 40 ans, les émissions de GES liées à la construction et l'exploitation de la ligne électrique seront de 5 777 tonnes eq CO₂/an. Pour compenser ces émissions, un plan de reboisement sera mis en place en s'approchant le plus possible d'une végétation naturelle (100% de l'état de conservation). Le bilan carbone est donc globalement très positif.

Le tracé retenu pour la ligne vise à limiter les franchissements de cours d'eau et à éviter les forêts classées en traversant les habitats fluviaux boisés perpendiculairement à l'axe des cours d'eau au lieu de les longer.

L'action a été conçue pour prévoir des compensations pour les impacts liés au déboisement susceptibles de causer des dommages aux habitats et la fragmentation des milieux naturels à proximité de la ligne, notamment lors de la traversée des ripisylves. Pour la traversée des ripisylves, l'utilisation de pylônes surélevés et l'application de techniques spécifiques lors de la pose des conducteurs viseront à limiter les coupes d'arbres et à conserver une strate arborée de 8 m, permettant ainsi de maintenir la continuité biologique. Dans le cadre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), l'étude d'impact du tronçon Linsan-Fomi met en évidence la présence potentielle d'habitats critiques (Chimpanzé et le Pangolin) le long du tracé de la ligne. Il est à noter que, bien que le tracé a été sélectionné en évitant toutes les forêts classées de l'aire d'étude, les primates, dont le chimpanzé, quittent parfois leurs habitats forestiers pour se nourrir dans des champs cultivés à proximité. Afin d'éviter cet

impact pour une espèce en danger critique et d'éliminer en même temps une interruption sur le transport d'énergie électrique, l'ouvrage projeté s'écarte des habitats de ces espèces menacées, qui peuvent être considérés comme des « habitats critiques » et donc l'évaluation conclut que le projet n'entraînera pas de dégradation significative des habitats critiques.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinents pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique).

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) qu'un tel type d'analyse n'est pas requis, se traitant d'un projet spécifique et pas d'un programme général.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie B. L'EIE en fait a été déjà réalisée. Voici les principales conclusions :

La réalisation du tronçon HT Linsan Fomi nécessitera le débroussaillage d'un couloir de 40m de large sur un linéaire d'environ 347km, soit environ une emprise de 1385 ha. Le couloir traversera d'ouest en est des domaines constitués de savanes arborées (pour 66% du tracé), de savanes arbustives souvent accompagnées d'arbres fruitiers à proximité des villages, des parcelles cultivées ou encore de jachères arborescentes et des savanes herbeuses par endroit traitées comme des jachères ou accompagnées d'arbres solitaires cultivés (des karités par exemple). L'étude d'impact du tronçon Linsan-Fomi identifie également un risque potentiel d'électrocution des grands primates susceptibles d'escalader les pylônes dans les champs cultivés à proximité des forêts classées.

Avant le début des travaux, seront soumis un PGES général à jour et un PAR définitif pour les travaux de construction de la ligne HT.

Les mesures d'atténuation des impacts liés aux oiseaux comprendront l'installation de boules de signalisation d'oiseaux sur le câble blindé et l'installation de cages de protection sur les pylônes les plus exposés et les plus à risque de la ligne. Ces mesures seront mises en place en coordination avec Birdlife International ou toute autre organisation non gouvernementale (ONG) reconnue.

Les autres impacts environnementaux identifiés concernent principalement les risques d'érosion et de pollution et feront l'objet de mesures appropriées dans le cadre des PGES liés aux opérations de construction des ouvrages.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire). En effet, l'étude de pré faisabilité de l'électrification rurale menée pour ce projet confirme qu'en cas de fortes moussons pendant la saison des pluies, il n'y a pas de risques. Il semble que le terrain et la nature de l'infrastructure limitent l'exposition du projet risque climatique. Par ailleurs des études et relèvements effectués sur le niveau d'eau des barrages de Kaleta et Souapiti ont assuré que pour les 30 prochaines années au moins, le volume d'eau ne sera pas impacté par le changement climatique et notamment les sécheresses.

En ce qui concerne la contribution de cette action à l'adaptation du réseau de distribution électrique guinéen aux risques climatiques, la ligne de transport de 225 kV Linsan-Fomi reliera la sous-station de Linsan à la sous-station de Fomi et complètera le cadre des interconnexions prévues par l'Organisation de mise en valeur du Fleuve Gambie (OMVG) en contribuant également à intégrer la Guinée dans le marché régional d'échange d'électricité.

Par conséquent, le renforcement du réseau national limitera l'utilisation d'autres sources d'énergie non renouvelables et améliorera la qualité du service grâce à un accès fiable à une électricité bas carbone en permettant aussi à la population de l'Est de la Guinée et de ses zones rurales de se connecter aux centres de production de l'Ouest (énergie du complexe Kaléta-Souapiti). Par ailleurs, un volet d'électrification rurale s'étendra autour de la ligne, à travers l'installation de postes de transformation entre haute et moyenne tension dans les localités de Dabola et

Kouroussa et la construction de lignes moyenne et basse tension, qui vise à assurer un accès durable à l'électricité. Pour ces raisons recevra donc un Marquer Rio 1 pour l'adaptation.²

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'extension de l'accès à l'électricité constitue une extension du droit à l'accès à une électricité propre et à un prix abordable, qui bénéficiera surtout aux femmes, filles et jeunes dans toute leur diversité (y compris des personnes vivant avec un handicap) dans des communautés rurales vulnérables.

L'accès de l'électricité aux particuliers est un vecteur de l'égalité homme-femme. Il permet d'automatiser de nombreuses tâches ménagères, traditionnellement réservées aux femmes dans ces régions, libérant ainsi temps et énergie pour des projets personnels ou pour l'éducation. De plus, l'action permettra aussi l'électrification d'institutions sociales (telles que des écoles et les centres de santé) dans la zone ciblée.

Dans le comité préfectoral de suivi environnemental et social pour la supervision de la mise en œuvre du PAR et qui sera mise en place pour chaque préfecture traversée par le projet, est prévue la participation d'une représentante des femmes par commune urbaine et rurale et des deux représentants (dont une femme) des groupements de producteurs par commune urbaine et rurale.

Pendant la phase de construction, les agents communautaires ou les entreprises sous-traitantes prendront contact avec les associations de femmes déjà recensées dans le PAR pour leur exposer les types d'emploi disponibles et les inciter à soumettre leur candidature sur un pied d'égalité. Des activités tertiaires tels que le logement (hôtels), les transports, les restaurants mais également les activités de petit commerce vont employer généralement une majorité de femmes. L'impact de l'emploi direct sur les villages, les villes (dans une moindre mesure) et les ménages sera donc potentiellement positif et fort en phase construction. L'emploi indirect n'est pas non plus à négliger, il profitera potentiellement majoritairement à des femmes (cantinières, petits magasins temporaires ouverts autour des chantiers, etc.).

Cette action contribuera donc à l'ODD5 - Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Toute la coopération européenne en Guinée sera basée sur une approche fondée sur les droits et l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, poursuivant la mise en œuvre des priorités identifiées dans le Plan d'action de l'UE sur les droits humains et la démocratie 2021-2024 ainsi que du Plan d'Action sur l'Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes (GAP III)^{3,4} spécialement au domaine d'engagement thématique « transition verte ». Les documents de politique de l'UE sont parfaitement alignés avec l'Agenda 2063 de l'Afrique, assurant un partenariat mutuellement bénéfique et contribuant à la réalisation des ODD des Nations unies à l'horizon 2030, en réduisant la pauvreté et en s'attaquant aux inégalités grâce à la construction de sociétés démocratiques inclusives et durables.⁵

Droits de l'homme

Le respect des droits humains sera assuré conformément aux normes internationales et celles de l'UE et devra être scrupuleusement respecté lors des opérations d'expropriation des emprises nécessaires à la réalisation des lignes électriques et des indemnisations correspondantes. Entre autres, la législation du travail applicable devra être pleinement respectée par les acteurs partenaires lors de la mise en œuvre des actions. La présente action repose sur l'approche fondée sur les droits humains. L'approche basée sur les droits de l'homme sera appliquée dans tous les phases du cycle du projet en mettant l'accent sur les principes d'universalité, d'inaliénabilité et d'indivisibilité et sur l'interdépendance et le respect des principes d'égalité, de non-discrimination, de transparence, de redevabilité,

² « [OECD DAC Rio Markers for Climate Handbook](#) »

³ Le Plan d'Action Genre III (GAP III) de l'Union européenne a été adopté par 24 États Membres à travers des [Conclusions de la Présidence du Conseil européen du 16 décembre 2020 \(13947/20\)](#).

⁴ REPUBLIQUE DE GUINEE Programme Indicatif Multi annuel 2021-2027

⁵ SUB-SAHARAN AFRICA MULTI-ANNUAL INDICATIVE PROGRAMME 2021-2027

etc. Les principes de « ne pas nuire » (« do no harm ») et de « ne laisser personne pour compte » (« leaving no one behind ») seront également pris en compte

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que l'action ne cible pas directement les personnes handicapées. Néanmoins, les interventions dans le secteur de l'électrification auront des conséquences qui amélioreront largement la situation des personnes handicapées, tel que l'amélioration de l'accessibilité des espaces publics grâce à l'éclairage électrique. L'accès à l'électricité pour les personnes handicapées est tout aussi important que pour n'importe quelle autre personne et apportera les mêmes avantages que pour n'importe qui d'autre. Il permettra aux enfants handicapés d'étudier plus facilement, de réduire certaines tâches domestiques et leur offrira en outre de nouvelles possibilités de gagner leur vie. De nombreuses personnes handicapées travaillent sur le marché informel, dans des boutiques, des étals de nourriture ou d'autres petites entreprises. Bien que l'action ne soit pas notée D1, elle aura tout de même des avantages importants pour les personnes handicapées et l'ensemble de l'action devrait veiller à ce que les personnes handicapées bénéficient également de la connexion au réseau électrique, des nouvelles opportunités d'emploi, etc. Elles doivent également être incluses dans toutes les consultations et dialogues avec les communautés locales, et il faut s'assurer qu'elles reçoivent les informations pertinentes sur le projet.

Réduction des inégalités

Selon le marqueur d'inégalité, lorsque la réduction des inégalités est un objectif important, elle est étiquetée I-1. Cela implique une attention particulière à l'accès à l'électricité pour tous et toutes, qui demeure un enjeu fondamental en Guinée. Le taux moyen d'accès à l'électricité est faible (30% en 2021 et 18% en retranchant les branchements illégaux), y compris dans la capitale, Conakry.

De fortes disparités existent, par exemple entre la Basse-Guinée avec une proportion élevée de ménages qui éclairent leurs logements grâce au réseau électrique (39,2 %) contre seulement 6,2 % en Guinée Forestière, 9 % en Moyenne-Guinée et 15,8 % en Haute-Guinée. La qualité de la connexion n'est pas homogène et certaines zones connaissent des pannes fréquentes et n'ont accès qu'à un service électrique de mauvaise qualité. De nombreux ménages sont connectés de manière informelle ou illégale, ce qui entraîne des risques d'accidents et de décès liés à l'ancienneté et à la mauvaise qualité des installations.

Dans le secteur des énergies renouvelables, l'engagement de l'UE est de pleinement valoriser le haut potentiel du pays. L'accès à l'énergie sera étendu à plus de population, surtout les plus vulnérables, et aux pays voisins par le biais d'un appui aux investissements dans la transmission et la distribution, et avec un renforcement de la gouvernance du secteur. Cette action de l'UE est en ligne avec l'Objectif de développement durable 10 (Objectif 10 ou ODD 10) concernant la réduction des inégalités qui est l'un des 17 Objectifs de développement durable établis par les Nations Unies en 2015. Le titre complet est : "Réduire les inégalités au sein et entre les pays".

Une attention particulière devra être portée aux foyers monoparentaux ainsi qu'aux groupes particulièrement susceptibles de rencontrer davantage de difficultés comme des foyers avec des personnes, adult ou enfatns, handicapées. En partenariat avec les communautés locales, il sera donc nécessaire de mettre en place des activités spécifiques pour ce type de groupe-cible et de s'assurer de leur bonne intégration dans le programme. Il est nécessaire que, dans le cas d'acquisition de terre appartenant à des femmes, y compris des femmes handicapées, des terres supplémentaires soient octroyées.

Ce projet permet d'intégrer les régions rurales de l'est du pays et favorise la réduction des inégalités avec les populations urbaines notamment du grand Conakry.

Démocratie

Des investissements importants peuvent créer des possibilités de gains illicites pour les administrateurs corrompus (pots-de-vin pour concessions ou influence sur les procédures de passation de marchés). Pour réduire au minimum ces risques, les procédures d'appel d'offres suivront les procédures imposées par les partenaires financiers qui ont déjà fait l'objet d'une évaluation par l'UE; dans le même temps, une transparence totale de ces procédures et une

large participation des parties prenantes à l'identification des spécifications de conception seront assurées afin de parvenir à une offre inclusive de services et d'infrastructures qui n'exclue aucun segment de la population.

L'accès à l'électricité permet aussi l'accès aux technologies de l'information et des communications, et facilite une participation active à la vie politique.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'amélioration de l'accès à l'électricité en réduisant les différences entre le milieu urbain et rurale ont démontré par le passé être facteur d'apaisement social (car les inégalités d'accès accroissent la conflictualité interne). La politique d'extension du réseau en milieu rural sera analysée préalablement à la soumission du projet de mixage pour identifier et mitiger les possibles sources de conflit. Dans le même temps, le projet favorise l'intégration du système électrique régional ouest-africain et ouvre la possibilité à la Guinée de développer son potentiel de production d'électricité propre et relativement bon marché. Des actions sur l'électrification solaire hors réseau seront aussi promues sur des lignes de financement thématiques et autres pour mitiger les disparités entre les communautés couvertes par l'extension du réseau et les autres.

Réduction des risques de catastrophes

Chaque projet soumis à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP) doit respecter les normes de conception les plus élevées pour résister à des événements extrêmes et ne pas détériorer les conditions préexistantes, par exemple au moyen d'une analyse exhaustive des risques associés.

Autres considérations, le cas échéant

N/A

3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Risque - environnement externe	Au niveau politique, le pays présente une situation sociale et politique fragile.	Haute	Haute	Dans cette perspective, un dialogue étroit avec le gouvernement sera maintenu afin d'adapter le positionnement en fonction des évolutions constatées.
Risque - planification, aux processus et aux systèmes;	Passation des marchés de EDG en considérant son expérience et l'indice de perception de la corruption de la Guinée,	Haute	Haute	Le processus de passation des marchés sera effectué par une UGP qui sera assistée par un cabinet de conseil international et un spécialiste international pour la supervision du processus de passation des marchés.
Risque - planification, aux processus et aux systèmes	Risques environnementaux et sociaux liés au projet concernant le déplacement des populations (droit foncier) situées	Moyenne	Moyen	Les impacts des activités de pré-construction et de construction (incluant le déplacement et de réinstallation) sur l'organisation administrative et sociale de la zone d'étude sont prise en compte dans l'EIES et dans le PAR.

	dans le corridor de la future ligne			
Risque - planification, aux processus et aux systèmes	Risques environnementaux du projet liés au changement d'habitat naturel et du patrimoine culturel identifiés dans la zone du projet le long du corridor de la ligne	Moyenne	Moyen	Les impacts environnementaux dus au déboisement, aux champs électromagnétiques, à la contamination des sols et des cours d'eau, à la destruction des habitats naturels, à la fragmentation de l'environnement, au patrimoine culturel, du projet ont été pris en compte dans l'EIES.
Risque - planification, aux processus et aux systèmes	Risques environnementaux liés aux espèces et la biodiversité	Moyenne	Moyen	Les principaux impacts et risques spécifiques liés aux primates, oiseaux et chauves-souris conséquence aussi de la contamination des sols et des cours d'eau ont été prise en compte dans l'EIES. Des mesures de mitigation ont déjà été proposées afin de limiter les impacts sur l'avifaune et les chimpanzés.
Risque - lié à des personnes et à l'organisation	Risques sociaux (inégalité de genre) liés au projet concernant le déplacement des populations situées dans le corridor de la ligne.	Faible	Faible	Une analyse de genre spécifique à chaque pays a également été réalisée pour le projet PIEGM. Les activités connexes suivantes seront menées par les ministères respectifs en charge des questions de genre.
Risque - environnement externe	Les effets du changement climatique résulteraient à un niveau trop bas d'eau des barrages de Kaleta et Souapiti	Faible	Faible	A ce stade, des études et relèvement effectués sur le niveau d'eau des barrages de Kaleta et Souapiti ont assuré que, pour au moins 30 ans, le volume d'eau ne sera pas en diminution dû au changement climatique.
Risque - lié à des personnes et à l'organisation	Coût de raccordement qui est normalement imputé aux nouveaux clients d'EDG soit trop élevé pour la population de la zone cible	Moyenne	Moyen	La composante d'assistance technique de la DFI permettra ainsi plus précisément de financer la maîtrise d'œuvre technique et environnementale du projet afin d'assurer sa réalisation optimale et de renforcer techniquement EDG ainsi que la gouvernance du secteur. Elle permettra donc aussi que l'électrification rurale de la zone du projet puisse prendre en charge une part du coût de l'infrastructure de la ligne couvrant (une partie) de ces coûts de raccordement.

Risque - lié à des personnes et à l'organisation	Engagement limité en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, une approche fondée sur les droits humain, et les personnes handicapées par les institutions ciblées et les acteurs non étatiques	Moyenne	Moyen	Le projet fournira des ressources adéquates pour travailler avec les institutions et les acteurs non étatiques sur l'importance d'intégrer l'égalité des sexes, une approche fondée sur les droits de l'homme, et les droits des personnes handicapées.
--	---	---------	-------	---

Enseignements tirés:

La définition du tracé de la ligne de transport HT a nécessité plusieurs enquêtes de terrain afin de ne pas affecter au maximum les populations locales et leur environnement. Malgré ces précautions, la mise en œuvre du projet et plus particulièrement l'acquisition de l'emprise aura un certain nombre d'impacts, notamment liés à la perte de terres, de cultures et d'habitations à proximité du tracé de la ligne. Aussi pour la construction de la composante d'électrification rurale des localités il faudra considérer les problèmes liés au droit foncier en Guinée qui souvent a créé dans le passé beaucoup de problèmes aux compagnies privées en phase de construction. Il faudra faire un suivi strict avec les autorités pour assurer la résolution de ce problème en phase d'exécution.

Ainsi, bien que l'aire d'étude contienne plusieurs habitats critiques, le choix géographique du tracé de la future ligne HT et des emprises pour les futurs postes source et les travaux de reboisement sur une superficie de 1 156 ha permettent de s'écarter ou de réduire substantiellement les impacts pour les habitats critiques et leurs espèces. En effet, ces mesures permettront de se défaire de l'ensemble des enjeux écologiques et écosystémiques.

3.5 Logique d'intervention

Si un cabinet d'ingénieur-conseil est recruté et assiste le maître d'ouvrage dans l'attribution du marché des travaux, suit l'exécution de ces derniers, fournit les rapports et vérifie la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales, si les travaux sont exécutés sans rencontrer d'obstacles critiques y compris sans l'opposition de la population locale grâce à une politique de sensibilisation et dialogues inclusives soulignant les avantages de l'électrification, si la situation politique demeure stable, alors la ligne de transport HT Linsan-Fomi pourra voir le jour, ainsi que le réseau de distribution en Moyenne et Basse Tension.

Si un cabinet d'experts en biodiversité est aussi recruté pour la mise en œuvre des mesures du PGES, si la société civile est aussi impliquée, si cela porte à l'identification et au chiffrage des interventions de compensation, si ensuite les marchés nécessaires sont lancés y compris pour l'accompagnement des populations riveraines, si la situation politique demeure stable, alors il sera possible de compenser intégralement la perte de biodiversité engendrée par la construction de la ligne de transport HT Linsan-Fomi.

Si une société est recrutée pour le renforcement des capacités de EDG et UGP et des formations de qualité sont mises en place sur les aspects de reporting comptable et financier, sur l'exploitation et la maintenance d'une ligne HT ainsi que sur la distribution en milieu rural, si en parallèle le Ministère et la Présidence maintiennent un haut niveau de vigilance sur les performances de EDG et si la situation politique demeure stable, alors les interventions d'entretien et d'amélioration sur la ligne de transmission verront une efficacité et une efficience accrue et un haut niveau de fiabilité dans la distribution de l'électricité pourra être garanti.

Si EDG complète l'installation des transformateurs, le tirage des lignes en Basse Tension aux habitations, aux ateliers et aux usines, si EDG installe les compteurs et forme la population à la consommation responsable d'énergie électrique et si la vigilance et la stabilité politique se poursuivent, alors les foyers et entreprises seront effectivement connectés au réseau électrique.

Si EDG sera renforcée dans sa gestion d'un projet d'électrification rurale, la gestion efficace et efficiente de la distribution de l'électricité en sera améliorée.

Si donc la ligne de transport en HT est construite et l'efficacité des interventions de EDG est améliorée, la production d'électricité par les turbines du complexe Souapiti Kaleta est effectivement augmentée pour satisfaire la nouvelle demande.

Si également la ligne de distribution en Moyenne et Basse Tension est construite, si les foyers et les entreprises dans la zone du projet sont connectés au réseau et si EDG garantit un haut niveau de régularité dans le service, alors les localités rurales de la zone seront également approvisionnées en énergie électrique fiable à basse émission de gaz à effet de serre.

En conclusion, si l'approvisionnement en énergie fiable à basse émission de gaz à effet de serre est amélioré, l'est du pays, soit pour les localités rurales autour de la ligne HT, alors on assistera à une amélioration généralisée de l'accès à l'énergie durable ainsi que de la qualité et l'efficience du service, comme indiqué parmi les objectifs du Plan Indicatif Multiannuel 2021-2027 pour la République de Guinée.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).

Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.

Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs / valeurs de référence / valeurs cibles / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Accélérer la transition de la Guinée vers un secteur énergétique efficace, inclusif, résilient au changement climatique et à faibles émissions de carbone	<p>ODD 7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité (CREM 1.2) (Pourcentage)</p> <p>ODD 7.2.1 Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie (CREM 1.3, MORE)</p> <p>ODD 1.1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (CREM 1.23)</p>	<p>(hommes) (2024):X (femmes) (2024):X</p> <p>2024: 88</p> <p>(hommes) (2024):X (femmes) (2024):X</p>	<p>(hommes) (2028):X (femmes) (2028): X</p> <p>2028 : X</p> <p>(hommes) (2028):X (femmes) (2028): X</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Africa Energy Portal ; - Rapport final du projet ; - Systeme de suivi de l'intervention (rapports de l'intervention) ; - Guinea Energy Profile IRENA - Enquête/étude s début et fin de l'intervention - Rapport d'activite EDG 	<i>Not applicable</i>

		Consommation finale d'électricité par foyer (kWh)-village connecté par le projet	(hommes) (2024):X (femmes) (2024):X	(hommes) (2028):X (femmes) (2028): X		
		Taux d'effort énergétique (% dépenses totales d'énergie dans le logement sur le revenu disponible du ménage);	2024: X	2028: X		
Réalisation 1	Performance améliorée dans la fourniture d'énergie fiable, à basse émission de gaz à effet de serre et à faible impact sur la biodiversité et la population, vers le reste du pays et les pays avoisinants	1.1 Puissance électrique mise à disposition du réseau de transport Haute Tension (MW) 1.2 Émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées chaque année (si possible désagrégées entre urbain et rurale) (en tonnes d'équivalent CO2) avec le soutien de l'UE (CREM 2.7)	1.1 (2024) : 0 1.2 (2024) : 0	1.1 (2028): X 1.2 (2028): X	1.1 Rapport final du projet 1.2 Rapport final projet ; rapport annuel EDG, Rapport bilan carbone	- La situation politique est stable - La production d'électricité par les turbines du complexe Souapiti Kaleta est effectivement augmentée pour satisfaire la nouvelle demande
Réalisation 2	Accès accru, amélioré et inclusif à une énergie abordable, fiable, durable moderne et porteuse d'emploi.	2.1 Nombre d'habitants urbains ayant accès à l'électricité grâce à: (a) un nouvel accès, (b) un accès amélioré (CREM 2.3). ventilé par sexe, âge et handicap 2.2 Nombre d'habitants ruraux ayant accès à l'électricité grâce à : (a) un nouvel accès, (b) un accès amélioré (CREM 2.3). ventilé par sexe, âge et handicap 2.3 Nombre de Petites et Moyennes Entreprises (gérées par des hommes ou gérées par des femmes ou des personnes handicapées) alimentées par l'extension du réseau dans la zone du projet	2.1 (a), (hommes)(2024):X (a), (femmes) (2024):X 2.2 (a), (hommes)(2024):X (a), (femmes) (2024):X 2.3 (hommes,2024) : 0 (femmes, 2024) : 0	2.1 (a), (hommes) (2028):X (a), (femmes) (2028): X 2.2 (a), (hommes)2028): X (a), (femmes) (2028): X 2.3 (hommes, 2028) : X (femmes, 2028) : X	2.1 Rapport final projet 2.2 Rapport final projet 2.3 Rapport final projet	

		2.4 Nombre a) d'emplois, b) d'emplois verts (CREM 2.13) soutenus ou maintenus par le projet, ventilé par sexe, âge et handicap	2.4 (2024) : 0 - Phase construction (0) -Phase maintenance (0)	2.4 (2028): Phase construction (X) (hommes, 2028): X ; (femmes, 2028):X -Phase maintenance (X) (hommes, 2028):X; (femmes, 2028) :X	2.4 Rapport final projet	
		2.5 % de femmes entrepreneures dans l'économie verte ou circulaire alimentées par l'extension du réseau dans la zone du projet	2.5 (2024) : 0	2.5 (2028) : 0	2.5 Rapport final projet	
Produit 1 lié à la réalisation 1	1.1 Infrastructure de transport d'énergie moderne entre Linsan et Fomi améliorée et résiliente face au changement climatique	1.1.1 Longueur des lignes de transmission construites ou modernisées avec le support de l'UE (Haute Tension 225 kV) (Km) 1.1.2. Nombre de localités alimentées par l'extension réseau	1.1.1 (2024) : 0 1.1.2 (2024) : 0	1.1.1 (2028): 347 1.1.2 (2028):X	1.1. Systeme de suivi de l'intervention (rapports de l'intervention)	- La situation politique est stable
Produit 2 lié à la réalisation 1	1.2 Atteintes aux personnes affectées par le projet (PAP) et à la biodiversité engendrées par la construction de la ligne de transmission Linsan-Fomi entièrement compensées	1.2.1 ODD 15.1.1 Taux de compensation des pertes en matière de biodiversité le long de la ligne de distribution HT et B&MT (Pourcentage) 1.2.2 Nombre des personnes affectées par le projet (PAP) compensées, ventilé par sexe et âge 1.2.3 État d'avancement du mécanisme de compensation des impacts du PAP	1.2.1 (2024) : 0 1.2.2 (2024) : 0 (hommes, 2024) : 0 (femmes, 2024) : 0 1.2.3 (2024) : 0	1.2.1 (2028): 100 1.2.2 (2028): 906 (hommes) : X (femmes) : X 1.2.3 (2028):X	1.2 Rapport final du projet, Signalations de la société civile impliquée	- La société civile reste vigilante - La situation politique est stable

		1.2.4 Nombre d'organisations de la société civile et communales invitées au mécanisme de compensation des impacts du PAP.	1.2.4 (2024) : 0	1.2.4 (2028):X		
Produit 3 lié à la réalisation 1	1.3 Capacités d'EDG dans la gestion des interventions d'entretien de la ligne HT Linsan-Fomi renforcées	1.3.1 Nombre d'agents EDG formés, dont le formateur valide une amélioration de leurs connaissances sur la maintenance d'une ligne HT, ventilé par sexe et âge	1.3.1 (2024) : X	1.3.1 (2028) X	1.3 Rapports et statistiques EDG	- Les autorités guinéennes exercent une pression constante sur EDG dans un chemin d'amélioration de ses performances - La situation politique est stable - Le personnel et les personnes formés restent à leur poste et ont la capacité de mettre en œuvre les nouvelles connaissances acquises
Produit 1 lié à la réalisation 2	2.1. Infrastructure de distribution d'énergie moderne entre Linsan et Fomi améliorée et résiliente face au changement climatique	2.1.1 Longueur des lignes de distribution construites ou modernisées avec le soutien de l'UE (Km) 2.1.2 Nombre de postes HT/MT construits 2.1.3 Nombre de raccordements établis, ventilés par localités, foyers, et petites et moyennes entreprises dans la zone élargie de la ligne 2.1.4 Nombre de compteurs installés dans les foyers de la zone élargie de la ligne, ventilé par type de foyer ; (monoparentaux, groupe	2.1.1 MT: 0 (2024) BT: 0 (2024) 2.1.2 (2024) : 0 2.1.3 (2024) : 0 2.1.4 (2024) : 0	2.1.1 MT: X (2028) BT: X (2028) 2.1.2 (2028) : 2 2.1.3 (2028) : X 2.1.4 (2028) : X	2.1 Système de suivi de l'intervention (rapports de l'intervention)	- Les DFI restent engagées à l'action - La situation politique est stable

		vulnérables, personnes handicapées etc.)				
Produit 2 lié à la réalisation 2	2.2 Capacités de l'EDG dans la gestion efficace et efficiente de la distribution en milieu rural renforcées	2.2.1 Nombres d'agents EDG formés dont le formateur valide une amélioration de leurs connaissances sur la distribution de l'électricité en milieu rural ventilé par sexe et âge	2.2.1 (2024) : X	2.2.1 (2028): X	2.2 Rapports et statistiques EDG	<ul style="list-style-type: none"> - Les autorités guinéennes restent engagées et exercent une pression constante sur EDG dans un chemin d'amélioration de ses performances - Le personnel et les personnes formés restent à leur poste et ont la capacité de mettre en œuvre les nouvelles connaissances acquises

MODALITÉ D'APPUI BUDGÉTAIRE telle qu'elle ressort de la politique publique nationale/sectorielle bénéficiant d'un soutien (4 niveaux de résultats / indicateurs / valeurs de référence / valeurs cibles / source de données – pas d'activités)

N/A

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Guinée

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de soixante mois (60 mois) à compter de la date de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Sans objet

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁶.

4.4.1 Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP)

Cette contribution peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec les entités, appelées institutions financières chefs de file, indiquées dans l'appendice 2 du présent document d'action.

La DFI sera choisie d'un point de vue technique sur la base de sa présence et son engagement sur plusieurs années dans le pays et dans le secteur surtout dans les grands projets d'infrastructures électriques. Néanmoins la DFI devra montrer dans les études préliminaires de l'ouvrage, d'avoir pris en compte d'une façon détaillée et exhaustive les problématiques liées aux questions environnementales et sociales qui seront créées par cette action. D'un point de vue financier sera prise en compte sa disponibilité à assumer le risque de l'opération et des conditions de concessionnalité offertes. Parmi les critères de sélection une attention particulière sera réservée à l'aspect genre pour garantir le respect des mesures envisagées pour la promotion et le développement de la condition des femmes.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes :

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

⁶ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4	
Objectif Spécifique 1 « Améliorer la performance dans la fourniture d'énergie fiable à basse émission de gaz à effet de serre et à faible impact sur la biodiversité et la population, vers le reste du pays » Objectif Spécifique 2 « Améliorer et augmenter l'accès inclusif à une énergie abordable, fiable, durable moderne et porteuse d'emploi » Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP)	11 000 000
Totaux	11 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

L'organisation du financement sera conçue d'après l'approche suivante :

Le bénéficiaire du prêt de la DFI sélectionnée et de la subvention de l'Union européenne sera l'Etat guinéen.

Le financement des infrastructures de la composante d'électrification rurale ainsi que les actions de renforcement de capacités seront financées par la subvention de l'UE.

Ces deux financements seront rétrocédés (dans les conditions du prêt à déterminer dans le circuit de l'AIP) à la société nationale d'électricité EDG qui assumera la maîtrise d'ouvrage du projet, puis devrait être en charge de l'exploitation des infrastructures.

Les acteurs pour l'implémentation de cette action seront :

DFI : sera la cocontractante de l'UE et supervisera la mise en œuvre du projet. Elle octroiera à la Guinée le prêt associé à la subvention UE sollicitée.

EDG : L'entreprise, possédée entièrement par l'Etat, qui est en charge de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'électricité depuis la production jusqu'à la vente. EDG est en situation de monopole sur ce marché.

MEHH : Ministère en charge de l'énergie et tutelle gouvernementale d'EDG. Le MEHH représentera l'Etat guinéen en tant que maîtrise d'ouvrage et délèguera la gestion à EDG qui assurera donc la maîtrise d'ouvrage déléguée du projet.

La passation des marchés du projet est gérée par les UGP de EDG. EDG est responsable de l'exécution des contrats de travaux et services connexes sur le territoire guinéen. La passation des différents marchés devra respecter les procédures de la DFI telles qu'accréditées par l'Union européenne. La DFI approuvera l'ensemble des documents liés à la passation des marchés.

La DFI fournira une forte contribution technique et conseils au projet en ce qui concerne les aspects institutionnels, environnementaux et sociaux du projet. Un soutien important devrait être fourni par la DFI sur les aspects liés à la passation des marchés. Des orientations seront également nécessaires pour soutenir et surveiller la mise en œuvre des mesures d'atténuation environnementales et sociales conformément aux normes de la DFI. Une expertise technique et/ou une assistance supplémentaires peuvent être nécessaires pour compléter la mise en œuvre des plans de gestion environnementale et sociale. Un ingénieur des prêteurs sera sélectionné afin de fournir une assistance pendant la phase de suivi et d'assurer la liaison avec la DFI.

Le projet sera mis en œuvre par l'UGP de EDG soutenue par des consultants expérimentés agissant en tant qu'ingénieur du propriétaire et un ingénieur des prêteurs à sélectionner pour la section Linsan - Fomi. Un comité conjoint de pilotage de la mise en œuvre a été créé pour coordonner la mise en œuvre du projet. EDG s'appuiera à la fois sur son propre personnel et sur des consultants externes pour la supervision des contractants.

Afin de favoriser une bonne exécution du projet et l'atteinte des objectifs, des activités de communication axées sur la sensibilisation des populations, y compris les détenteurs de droits tels que les jeunes, les organisations de femmes et les organisations représentant les groupes vulnérables et marginalisés, seront également mises en œuvre.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

La DFI est censée rétrocéder les financements à la société nationale EDG qui assumera la maîtrise d'ouvrage du projet, et ensuite sera en charge de l'exploitation des infrastructures.

Une UGP sera mise en place. Au sein de l'UGP, il y aura un chef de projet en charge de la coordination de l'ensemble du projet, avec un profil d'ingénieur transport, un ingénieur spécialiste de l'électrification rurale, un responsable de la passation de marchés, éventuellement un responsable en matière environnemental et social recruté en externe faisant du transfert de compétences à EDG et un responsable administratif et financier.

L'UGP sera donc chargé de la supervision et du contrôle via le Ministère de l'Energie, concepteur et organisateur du projet. Dans ce contexte le rôle du MEHH sera de contrôler la mise en œuvre du PGES et du PAR, finaliser l'identification et coordonner les activités entre les différentes parties prenantes, contrôler ou faire contrôler l'exécution et les résultats enregistrés. L'UGP donc sera aussi responsable de la phase de rapportage, de collecte, d'analyse et de suivi des données du projet technique.

Pour le suivi et la supervision de la mise en œuvre du PGES et du PAR, le BGACE sera le garant de la bonne conduite du présent plan de gestion environnementale et sociale. Le BGACE agira sur les fonctions et attributions du Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts et il appuiera la mise en place des Comités Préfectoraux de Suivi Environnemental et Social (CPSES).

Les activités de réinstallation et les compensations seront conduites par le Ministère de l'Energie, accompagnées par le gouvernement de Guinée à travers la direction nationale de l'énergie et soumise au contrôle du BGACE.

Le suivi du projet sera assuré par les services de la DFI, notamment lors de missions. La DUE (Délégation de l'Union européenne) en sera informée et y sera invitée.

Conformément aux engagements contractuels prévus dans la convention de contribution signée entre la DFI et l'UE, la DFI remettra à l'UE annuellement un rapport d'avancement technique et financier. Tous les suivis et rapports doivent évaluer la manière dont l'action tient compte du principe d'égalité entre les hommes et les femmes,

d'une approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes handicapées. Les indicateurs sont désagregés au moins par sexe et par âge, et par handicap, si possible.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une/des évaluation(s) à mi-parcours et ex-post seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par un partenaire de mise en œuvre.

La DFI financera une évaluation à mi-parcours avec l'objectif de résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre du déroulement de l'action.

Une évaluation ex-post est envisagée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte la complexité de l'action. La DFI prendra aussi en charge le financement de cette évaluation.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires. Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre et handicap sera assurée par les équipes d'évaluation.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions. À cet égard, ils doivent se conformer aux instructions données dans le document d'orientation 2022 sur les communications et l'augmentation de la visibilité de l'UE : Orientation pour l'action extérieure (ou tout document successeur)

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendice 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSYs#): <Action présente> <Autre(s) action(s)>
Niveau Contrat		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	<engagement juridique individuel prévu (ou contrat)>
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	<engagement juridique individuel prévu (ou contrat)>
	(...)	
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<engagement juridique individuel prévu (ou contrat) 1> <engagement juridique individuel prévu (ou contrat) 2> <engagement juridique individuel prévu (ou contrat) #>

Appendice 2 – Liste indicative des Institutions Financières éligibles

Eligible financial institutions to submit blending proposals to the Africa Investment Platform for the implementation of activities under the proposed action.

Acronym of Legal Entity	Legal Entity (sub-entities covered (if any) via hyperlink)
ADB	Asian Development Bank
AfDB	African Development Bank
AU-IBAR	African Union
CABEI	Central American Bank for Economic Integration
CIFOR	Centre for International Forestry Research
DBSA	Development Bank of Southern Africa
EADB	East African Development Bank
EBRD	European Bank for reconstruction and development
EDFI	European Development Finance Institutions ⁷
EIB	European Investment Bank
EIF	European Investment Fund
IADB	Inter-American Development Bank
IFAD	International Fund for Agricultural Development
NEFCO	Nordic Environment Finance Corporation
OIE	World Organisation for Animal Health
SPC	The Pacific Community
SPREP	South Pacific Regional Environment Programme
TDB	The Eastern and Southern African Trade and Development Bank
WBG	World Bank Group (IBRD, IDA, IFC, MIGA, ICSID)
WFP	World Food Programme

⁷ EDFI is an association of 15 bilateral European development finance institutions with a private sector mandate. These institutions are the Belgian Investment Company for Developing Countries (BIO), the CDC Group, Compañía Española de Financiación del Desarrollo (COFIDES), the German Investment and Development Corporation (DEG), the Finnish Fund for Industrial Cooperation (FINNFUND), the Netherlands Development Finance Company (FMO), Denmark's Investment Fund for Developing (IFU), the Norwegian Investment Fund for Developing Countries (Norfund), the Development Bank of Austria (OeEB), France's Proparco, the Belgian Corporation for International Investment (SBI-BMI), the Swiss Investment Fund for Emerging Markets (SIFEM), Società Italiana per le Imprese all'Estero (SIMEST), Portugal's Sociedade para o Financiamento do Desenvolvimento (SOFID) and Swedfund International AB.

Acronym	National Agency, Country
AECID	Agencia española de cooperación internacional al desarrollo, Spain
AFD	Agence française de développement, France
BIO	Belgian Investment Company for Developing Countries
CDP	Cassa depositi e prestiti S.p.A., Italy
COFIDES	Compañía española de financiación del desarrollo, Spain
DEG	Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft mbH, Germany
FMO	Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden, Netherlands
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau, Germany
PROPARCO	Groupe Agence Française de Développement, France
RVO	Rijksdienst voor Ondernemend Nederland (Netherlands Enterprise Agency), Netherlands
SIMEST	Società Italiana per le Imprese all'Estero, Italy
USAID	United States Agency for International Development, USA